



**Fédération Syndicale Unitaire**

104 rue Romain Rolland - 93260 Les Lilas

Tél : 01 41 63 27 30 – Fax : 01 41 63 15 48 - Email : [fsu.nationale@fsu.fr](mailto:fsu.nationale@fsu.fr) - Site web :

[www.fsu.fr](http://www.fsu.fr)

«liste\_candidats»

«F3»

«F4»

«F5»

Les Lilas le 26 mars 2012

«F2»,

La FSU, organisation représentative dans la fonction publique, tient à vous faire part de son analyse de la situation sociale et des propositions syndicales qu'elle porte.

Notre pays traverse une crise économique et sociale d'une grande ampleur. Les conséquences sont lourdes pour chacun des citoyens. Les inégalités se creusent, la pauvreté et la précarité se développent. Ainsi, la situation du logement se dégrade. Des millions de Français sont mal logés, les constructions de logements sociaux sont insuffisantes et les prix des loyers trop élevés.

Cette situation est inacceptable d'autant que la France est un pays qui produit des richesses. Cette crise dépasse le cadre de nos frontières et nécessite des politiques européennes économiques et sociales convergentes. Pour la FSU, les nouveaux traités, qui sont par ailleurs le résultat d'un processus non démocratique, risquent de ralentir la croissance et d'aggraver la crise. La FSU demande qu'ils ne soient pas ratifiés.

L'Europe a besoin d'une nouvelle politique monétaire, économique et sociale créatrice d'emplois de qualité dans le cadre d'un écodéveloppement. En effet, cette période doit être l'occasion de donner aussi naissance à un autre système de production, respectueux de l'environnement et permettant d'enrayer la crise écologique actuelle.

La sortie de crise ne peut pas se résumer à une recherche à court terme d'un équilibre financier. La question des déficits publics doit amener à penser une autre répartition des richesses produites. Pour la FSU, ceci nécessite notamment le développement des emplois, l'augmentation des salaires – et particulièrement des minima sociaux – et une relance de la consommation.

Cette politique passe par la mise en oeuvre d'une réforme fiscale plus juste et plus équitable incluant la suppression des niches fiscales et sociales qui d'ailleurs sont jugées inefficaces par l'administration elle-même.

Pour lutter contre la crise, il faut également s'appuyer sur le développement des services publics et de la fonction publique. Ceux-ci, non seulement sont constitutifs de notre modèle social et jouent un rôle fondamental pour la cohésion sociale, mais ils sont indispensables pour lutter contre les inégalités et pour la justice sociale.

### **L'emploi est la première préoccupation des Français.**

Nous connaissons aujourd'hui, les plus mauvais chiffres du chômage depuis 12 ans. Les jeunes sont particulièrement touchés – notamment ceux des quartiers défavorisés – ainsi que les femmes et les personnes de plus de 50 ans. Le chômage de longue durée s'enkyste, les emplois sont de plus en plus précaires, les stages non ou peu rémunérés comme les CDD et les temps partiels imposés se développent. La situation est aggravée par la multiplication des plans sociaux et les destructions d'emplois.

Pour la FSU, le chômage est lié aux choix économiques et sociaux libéraux et non pas à un coût du

travail trop élevé. C'est pourquoi elle refuse la TVA dite sociale instaurée par le gouvernement. Aujourd'hui, moins d'un chômeur sur deux inscrit à *Pôle emploi* est indemnisé par l'UNEDIC. Nous demandons en conséquence la renégociation de la convention UNEDIC. La FSU revendique un plan d'urgence concernant l'ensemble des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle propose que soit mis en place, de manière urgente, un système de sécurité professionnelle articulant emploi et formation pour les centaines de milliers de chômeurs de longue durée et de prévoir ensuite de l'élargir à tous. Pour faire face à l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi, la FSU demande que soient donnés à *Pôle emploi* tous les moyens nécessaires en personnels ainsi qu'à l'ensemble des composantes du service public de l'emploi.

**Les dernières dispositions prises par le gouvernement concernant le système de santé constituent de nouvelles régressions du droit à la santé pour tous :** déremboursements, nouvelles franchises, augmentation du forfait hospitalier, augmentation de la taxe complémentaire santé qui met en difficulté les mutuelles et, de fait, les salariés...sans que ne soient réglées pour autant par exemple la question des « *déserts médicaux* » ou encore celle des dépassements honoraires des médecins libéraux. Cette politique a pour conséquence une baisse de la part des soins et médicaments pris en charge par la sécurité sociale et une augmentation des coûts pour les citoyens entraînant des inégalités voire un renoncement aux soins.

La prise en charge de la perte d'autonomie reste une question sociale majeure. Elle nécessite de traiter des volets comme l'organisation, le financement, l'emploi et les formations nécessaires. Pour la FSU, ces mesures doivent s'inscrire dans une prise en charge publique et solidaire et dans une gestion collective.

**En ce qui concerne la question de la retraite,** la FSU a porté l'exigence d'une réforme des retraites juste et efficace à long terme, contrairement à la réforme adoptée par le Parlement en 2010. Il faut engager une nouvelle réforme des retraites sur la base d'un bilan des précédentes réformes. La FSU rappelle son exigence d'un droit à la retraite à 60 ans à taux plein avec un taux de remplacement à 75%. Elle demande que soit assuré l'aménagement des fins de carrière. La situation des femmes qui subissent de lourdes inégalités en termes de niveau des pensions doit également être améliorée. Les retraités subissent comme tous les citoyens, les effets de la crise actuelle. 10% des retraités sont en dessous du seuil de pauvreté. Il est urgent d'augmenter le niveau des pensions afin de permettre à chacun de vivre dignement. Des mesures urgentes de revalorisation doivent être prises pour les retraites les plus faibles. Il faut pour cela débattre des mécanismes actuels d'indexation des pensions pour assurer leur évolution comme celle des salaires et rattraper les pertes accumulées. Il est nécessaire d'améliorer l'accès de tous aux soins et services de proximité de qualité.

**Il reste un long chemin à parcourir pour passer des droits inscrits dans la loi à leur application concernant l'égalité hommes/femmes notamment dans le monde du travail :** salaires inégaux, temps partiels imposés, précarité... Dans la fonction publique, les femmes représentent 60% de l'effectif total et si le statut protège mieux des inégalités de traitements entre les hommes et les femmes, celles-ci peuvent malgré tout aller jusqu'à une différence de l'ordre de 20%. Et les blocages sont encore nombreux pour arriver à un même déroulement des carrières et à un accès égal aux responsabilités. Dans le même temps, il faut poursuivre le travail sur la représentation des métiers et la place des femmes dans la société.

Face à certains discours régressifs, la FSU demande que soit réaffirmé qu'il appartient aux femmes de choisir leur vie. Il faut assurer l'accès à tous les droits pour toutes les femmes et notamment à celui à l'avortement. En ce sens la FSU demande le maintien et le développement des centres IVG. La FSU affirme que la fonction publique joue un rôle indispensable pour favoriser la justice sociale, assurer les évolutions de notre société et l'avenir de son économie. Et ce d'autant plus en période de crise. En effet, les agents de la fonction publique de par leurs missions et leurs métiers sont en prise au quotidien avec la réalité sociale. D'ailleurs tous les observateurs avaient jugé en 2007 que les

services publics jouaient un rôle d'amortisseur social face aux effets de la crise. Pourtant, les services publics et la fonction publique ont été mis à mal ces dernières années. La réforme de l'État, et particulièrement la *Révision générale des politiques publiques*, a plus asphyxié l'État qu'elle ne l'a modernisé.

**La FSU estime qu'il faut considérer les services publics et la fonction publique non pas comme des obstacles** – notamment financiers – mais comme des leviers essentiels pour l'avenir de notre société et donc comme des investissements.

Le XXI<sup>ème</sup> siècle est un siècle de grandes mutations et de défis importants à relever qu'ils soient économiques, industriels, écologiques, culturels... Il est urgent d'intégrer et d'anticiper ces évolutions. Comment effectivement penser l'avenir de l'emploi dans les différents secteurs de la santé, de l'agriculture, du développement durable... sans développer notre recherche, sans améliorer notre formation ? Comment imaginer une société plus juste et plus solidaire sans développer et améliorer les services comme l'éducation, la justice, la culture, le sport ? C'est pourquoi la FSU demande notamment une loi d'orientation et de programmation pour l'éducation et l'abrogation de la loi LRU. Notre fédération est porteuse de propositions pour une transformation du système éducatif et de l'enseignement supérieur permettant d'assurer la réussite de tous les jeunes. La question de la formation des enseignants et des personnels est, en cela, centrale.

Dans quelques années, 30% de la population française aura plus de 65 ans. Comment, face à cette évolution démographique, ne pas anticiper par exemple la prise en charge de la perte d'autonomie ? Cette évolution démographique nous amène par exemple à proposer la création d'un service public d'aide à la personne.

Les évolutions de notre société exigent un débat sur le rôle et les missions de l'État et donc sur l'organisation et le fonctionnement, le périmètre des services publics et de la fonction publique.

Il faut également assurer l'égalité entre les territoires. La FSU demande un bilan des effets des différentes lois de décentralisation avant d'envisager une nouvelle étape de la décentralisation et la réalisation d'un bilan. Il faut aujourd'hui s'interroger sur la pertinence des différents niveaux de décisions et de compétences ainsi que sur la nécessaire régulation financière entre les territoires afin que l'égalité d'accès à des services de qualité soit une réalité pour tous les citoyens.

Les différentes politiques publiques mises en œuvre (politique de la ville, logement, santé, éducation...) doivent être harmonisées et complémentaires pour être efficaces les unes et les autres.

Enfin, la question de la place et du sens du travail traverse aujourd'hui notre société. Le secteur public n'est pas épargné, ni par ces interrogations, ni par la souffrance au travail pouvant aller parfois jusqu'au suicide. Les fonctionnaires ont aujourd'hui trop souvent le sentiment d'être empêchés d'exercer correctement leurs missions. Ce sentiment est renforcé par la dégradation bien réelle des conditions de travail mais aussi par le fait qu'ils n'ont jamais été consultés sur la restructuration des services et, par ailleurs, qu'ils ont été trop souvent stigmatisés.

**La FSU accorde une grande importance à l'établissement d'un réel dialogue social.** Signataire des « *accords de Bercy* », elle regrette que, par exemple en ce qui concerne l'amélioration des droits et des moyens aux organisations syndicales, on se soit éloigné de ces accords. Elle demande que le dialogue social respecte et prenne en compte la représentativité des organisations syndicales et que le chantier des droits et moyens soit réouvert.

**Pour la fonction publique et ses agents**, la FSU demande que soit, d'urgence, arrêtée la RGPP et qu'un bilan de ses conséquences sur les missions, les conditions de travail des personnels et les services rendus aux usagers soit établi. Une organisation conforme aux besoins de la population et aux missions des personnels doit être mise en place.

Il faut stopper le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et engager les recrutements nécessaires.

Il convient de mettre fin au gel des salaires et leur revalorisation doit être entreprise par une reconstruction de la grille et la requalification des emplois.

Il est nécessaire de conforter le statut de la fonction publique car il est une garantie d'équité aussi bien pour les personnels que pour les usagers. Il faut mettre un terme à la précarité dans la fonction publique.

Les conditions de travail doivent être améliorées.

La formation initiale et continue des personnels doit être renforcée.

La FSU demande que soit supprimée la journée de carence instaurée dans la fonction publique.

La FSU considère, en conséquence, que des ruptures fortes avec les choix politiques, économiques et sociaux faits ces dernières années sont indispensables et elle est porteuse de propositions alternatives sur chacun des secteurs où elle est en responsabilité dans la fonction publique de l'État et de la territoriale : éducation, emploi, justice, agriculture, culture, environnement, finances, recherche, enseignement supérieur, travail, éducation populaire, jeunesse et sports. Elle est disponible pour tout échange que vous jugeriez souhaitable et utile.

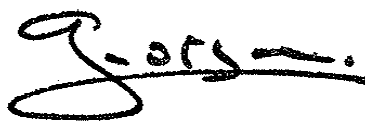
**La FSU est attachée aux valeurs qui fondent notre société** : l'égalité, la solidarité, la liberté, la laïcité. Elle est également soucieuse de la cohésion sociale et de la justice sociale. C'est pourquoi il est important aujourd'hui de chercher à rassembler les citoyens et non pas de les opposer les uns aux autres ou de stigmatiser des populations.

En ce qui concerne l'immigration, la FSU vous rappelle son exigence de régularisation de tous les sans papiers, de fermeture des centres de rétention et de liberté de circulation pour tous. Elle rappelle qu'aucun enfant sur le territoire français ne peut être exclu de l'éducation quelle que soit la situation de sa famille.

Jouer la confiance vis-à-vis des citoyens, rassembler autour d'espérances collectives, redonner aux agents des services publics les possibilités de bien faire leur travail...tels sont les éléments indispensables pour construire une société plus juste et plus solidaire.

Soyez enfin assuré(e) que la FSU portera une grande attention aux réponses que vous voudrez bien lui apporter et en informera ses syndiqués.

Je vous prie de croire, «F2», en l'expression des mes salutations respectueuses.



*Bernadette Groison*  
*Secrétaire Générale*